

MOURAD GOMIRI, EXPERT FINANCIER, ÉVOQUE LA LF 2019

“La fuite en avant a toujours un coût social plus important”

Liberté : Quelle analyse faites-vous des éléments financiers relatifs aux ressources et aux dépenses contenus dans le projet de loi de finances 2019 ?

Mourad Goumiri : Les éléments contenus dans le projet de loi de finances 2019 adopté, la semaine dernière, en Conseil des ministres,

Propos recueillis par : **YOUCEF SALAMI**
 sont clairement et entièrement voués à la campagne électorale présidentielle de 2019, puisque tous les enjeux d'assainissement et d'équilibre sont repoussés certainement à la loi des finances complémentaire de 2019. À cette date, le Président sera désigné électoralement, s'il se présente. Cependant, il faut remarquer que le cumul des déficits antérieurs et celui projeté pour 2019 restent colossaux et que les économies annoncées pour les dépenses de l'État n'apparaissent nulle part, bien au contraire, les revendications salariales dans la Fonction publique vont pousser à la hausse. Quant aux recettes, dans leur compartiment ordinaire,



elles sont largement surévaluées dans la mesure où une croissance forte ne sera pas au rendez-vous, en 2019. Pour ce qui est des recettes pétrolières, le pouvoir a tablé sur un prix du baril à 50 dollars, ce qui me paraît raisonnable si des événements géopolitiques ne viennent pas perturber les fondamentaux de la réalité du marché international de l'énergie, qui, je le rappelle, à toutes fins utiles, reste ca-

ractérisé par un excédent important et sans que la croissance de l'économie mondiale soit actuellement au rendez-vous, plombée par la politique américaine dite "d'America first", qui risque de déclencher un début de guerre commerciale internationale.

Le gouvernement a encore une fois augmenté les transferts sociaux, évitant les dispositions pouvant susciter certains problèmes sur le plan social. Qu'on ne se leure pas, ce projet de loi a un objectif électoraliste. Quel est votre avis là-dessus ?

Bien que l'élection présidentielle, en Algérie, ne soit pas directement liée au vote populaire depuis l'indépendance, le pouvoir craint, plus que tout, une explosion sociale indépendamment des élections. Cela explique le maintien massif des transferts sociaux mêmes ceux les plus contestables. En outre, sans que cela ne soit dit, le pouvoir table sur une amélioration des prix de l'énergie, ce qui pourrait atténuer le poids du déficit. C'est une loi de finances avec beaucoup de non-dits !

Pour d'aucuns, l'Exécutif a adopté une approche dépensière insoutenable, s'éloignant de la trajectoire budgétaire élaborée par la task force, sous la direction de Sellal, et repoussant, de fait, les réformes budgétaires. Qu'en pensez-vous ?

Il n'y a pas dans notre pays de sanction politique (perte des élections), ni contre des représentants du pouvoir législatif ni contre ceux du pouvoir exécutif, ce qui rend les décisions prises par ces deux pouvoirs irresponsables par définition, puisque leur maintien au pouvoir n'émane pas du vote populaire souverain, mais uniquement de leur proximité avec des cercles concentriques du président de la République et de ses rabatteurs.

Cela explique en grande partie l'essence même des politiques publiques préconisées par ces deux institutions de l'État. La fuite en avant a toujours un coût social plus important par rapport aux décisions prises en leur temps mais, au risque de me répéter, le but de cet exercice budgétaire est de passer le cap de la présidentielle de 2019.